

aurons une nouvelle flambée d'inflation suivie d'une catastrophe économique. Voilà pourquoi la Banque s'abstient de baisser ses taux d'intérêt. Comme je l'ai dit hier soir, le budget ne favorise nullement une baisse des taux d'intérêt, ni la relance de la consommation ou de l'investissement des entreprises, trois choses essentielles à toute véritable reprise économique.

C'est une bien triste histoire. Soit dit en passant, quand les libéraux prendront la parole, j'espère qu'ils ne nous ennuieront pas en citant un article que j'aurais commis dans le *Globe and Mail*, à moins qu'ils n'y regardent d'un peu plus près. J'ai été assez franc pour dire que le budget d'avril dernier contenait une bonne approche générale. C'était justement l'approche qu'il fallait par comparaison avec les erreurs monumentales qu'avaient été les budgets précédents. Cette approche générale était bonne, mais le ministre a quitté cette voie pour emprunter celle de son prédécesseur qui mène inexorablement au désastre. Avec ce budget, les Canadiens peuvent être assurés d'un avenir économique incertain et vacillant. Le ministre a choisi cette voie, ayant quitté celle qui paraissait la meilleure. Il vient de manquer l'occasion de relancer l'économie canadienne.

Évidemment, d'autres députés de notre parti interviendront dans ce débat pour discuter d'autres aspects du budget: la question de la réforme des pensions, qui est importante; les améliorations apportées aux pratiques de vérification du ministère du Revenu national, que nous avons forcé le gouvernement à entreprendre et qui sont également fort importantes. On discutera de tout cela.

A cet égard, je propose l'amendement suivant à la motion budgétaire:

Qu'on modifie la motion en supprimant tous les mots après le mot «Que» et en les remplaçant par ce qui suit:

«La Chambre regrette que le gouvernement ait omis de présenter des mesures conçues pour réduire le déficit budgétaire du Canada, abaisser les taux d'intérêts élevés actuels, réduire le niveau élevé et paralysant du chômage ou de proposer une réforme significative des pensions, mesures qui s'imposent toutes à la suite des années de mauvaise gestion économique du gouvernement, et qu'elle blâme le gouvernement du mauvais usage régulier qu'il fait des fonds publics et de sa mauvaise administration arrogante qui ont causé dans le public une crise de confiance envers le gouvernement.»

Pour compléter le tableau déjà sombre que j'ai brossé ce matin, cet amalgame de mauvaise gestion économique, d'erreurs dans les prévisions, cette mystification du public, cette absence totale de contrôle et de cohérence, je dois dire qu'il n'y a pas un seul Canadien doué d'une once d'impartialité qui puisse examiner les affaires à Ottawa sans percevoir nettement qu'il est en présence d'un gouvernement qui se vautre dans la pire incurie. Et quand je dis «incurie», je pourrais aussi bien parler d'écurie. Les Canadiens voient clairement que nos dirigeants sont prêts à tout pour conserver le pouvoir. La méfiance règne. Le seul espoir qui subsiste au Canada, c'est que des élections soient déclenchées avant longtemps et que les Canadiens aient ainsi l'occasion d'essayer une solution de rechange et de voir ce dont nous sommes capables dans l'administration des affaires publiques. C'est le seul espoir, car même si les dirigeants actuels présentaient une série de mesures parfaitement adaptées à la conjoncture économique, ils n'aboutiraient à rien puisqu'ils ne peuvent réussir sans inspirer confiance. Or, plus personne ne fait confiance au gouvernement actuel.

Des voix: Bravo!

M. Crosbie: Si le ministre jouissait de la confiance populaire dont il se targue, le gouvernement se présenterait certainement

devant les électeurs après quatre années passées au pouvoir, échéance qui arrive justement cette semaine, le 18 février. Dans tous les pays démocratiques, le gouvernement va habituellement aux urnes au cours de sa quatrième année au pouvoir. Le gouvernement actuel est au pouvoir depuis quatre ans révolus.

M. Fisher: Vous l'avez fait après quatre mois.

M. Crosbie: Oui, et les Canadiens en ont terriblement souffert. Votre mandat au Parlement sera de courte durée. Vous ne serez pas réélu, et vous me manquerez.

M. Fisher: Venez donc faire campagne dans ma circonscription. Mes électeurs vous aiment bien.

M. Crosbie: Les électeurs de Mississauga vont vous étriaper, mon cher monsieur.

M. Fisher: Venez donc les y aider. Nous vous adorons.

M. Crosbie: Seul le gouvernement actuel a l'audace de gouverner quatre ans dans ces circonstances et d'essayer de se cramponner au pouvoir après quatre ans. Si le ministre croit que les Canadiens approuvent ce que les libéraux ont fait depuis quatre ans, et même depuis quatorze ans, pourquoi ne conseille-t-il pas au premier ministre de s'installer ici pour un bout de temps? Le premier ministre est-il disposé à passer six semaines au Canada pour faire campagne? Il ne pourrait supporter d'être privé de voyages à l'étranger pendant six semaines. Le ministre devrait essayer de le convaincre de rester ici pendant six semaines et de se lancer dans une campagne électorale. Mettons-le à l'épreuve.

M. Lalonde: Où étiez-vous en janvier?

M. Fisher: Oui, où étiez-vous?

M. Crosbie: J'ai payé moi-même mes frais de voyage.

M. Lalonde: Vous êtes payé pour être présent à la Chambre.

M. Harquail: Quand êtes-vous rentré?

M. Crosbie: En janvier j'étais au Yémen, monsieur le Président, et j'y ai trouvé, vous pouvez me croire, un niveau d'intelligence bien supérieur à celui des députés ministériels.

Des voix: Bravo!

M. Crosbie: J'ai rencontré là-bas quelqu'un qui m'a rappelé le ministre des Finances.

M. Harquail: C'est ce que vous avez trouvé de plus intelligent à dire.

M. Crosbie: Nous y avons rencontré un troupeau de couag-gas; c'est une espèce d'âne sauvage qui ressemble à celui qui ne cesse de braire dans le coin.

Nous demandons aux députés ministériels qui font semblant d'être satisfaits du budget—que dis-je!—nous les prions instamment de dissoudre les Chambres et de déclencher des élections. Mettons ce budget à l'épreuve. Voyons ce que les Canadiens en pensent. Voyons ce qu'en pensent notre 1.4 million de chômeurs, et aussi les habitants de Terre-Neuve, eux qui n'ont pas de représentant au sein du cabinet depuis six mois. Le cabinet l'a expulsé et humilié il y a six mois, pour ensuite le recycler et le réinstaller, car celui qu'il avait nommé pour le remplacer a eu des petits ennuis avec le fisc. Voyons également ce qu'en pensent les gens du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince-Édouard, et aussi les gens du Québec. Si le chômage a diminué au Québec, c'est que le gouvernement a embauché du monde pour aller espionner un peu partout dans l'espoir de trouver quelque chose à reprocher au